

**CONV 752/03**

**CONTRIB      330**

**NOTA DE TRANSMISIÓN**

---

de la:            Secretaría

a la:             Convención

---

Asunto:        Contribución de D. Olivier Duhamel, miembro de la Convención  
                  –     "Sobre la necesidad de un texto único y sin opciones"

---

El Secretario General de la Convención ha recibido la contribución adjunta de D. Olivier Duhamel, miembro de la Convención.

**Contribution déposée par Olivier Duhamel, membre titulaire de la Convention****De la nécessité d'un texte unique et sans options**

Le chemin vers la constitution européenne est aussi long que dangereux. Jusqu'à l'ultime ratification par un des 25 Etats membres, quelque part en 2005, tout peut être remis en cause. Entre-temps, les gouvernants desdits Etats peuvent abîmer ce qui leur sera proposé. Auparavant, la Convention doit s'accorder sur un projet de constitution qui donne à l'Union les institutions dont elle a besoin sans enlever aux Etats ce qu'ils ne supporteraient pas de perdre.

Nous devons et pouvons construire le consensus nécessaire en cessant de nous affronter à partir de fausses certitudes. Cette exigence de la raison semble progresser. Si elle n'allait jusqu'à son terme, un grand danger menace, celui d'en sortir avec des options reproduisant les divisions initiales.

J'en appelle à Valéry Giscard d'Estaing et au Présidium pour qu'ils récusent cette voie qui a l'apparence de la facilité mais la réalité de la débilité. Le Président tient à la création d'un Congrès des peuples, associant députés nationaux et européens. Il pourrait insister à l'excès et le présenter en option. Puisse-t-il renoncer à cette idée pour ne s'attacher qu'à la seule création qui tienne, celle de la constitution.

J'en appelle au gouvernement britannique et aux représentants d'Etats peu peuplés, encore crispés sur telle ou telle revendication. Leurs inquiétudes ont été, sont et seront prises en compte, comme nos demandes pour des institutions efficaces doivent l'être. Il ne leur servirait à rien de fixer leur intransigeance dans une option imposée. Cette fausse solution ne leur accorderait qu'une satisfaction éphémère. Puissent-ils comprendre que la Conférence intergouvernementale ne leur donnera pas ce que la Convention ne leur aurait pas concédé.

Présenter des options au lieu d'un projet de constitution unique, serait signer l'échec de la Convention. Elle a été créée parce que les seuls représentants des Etats bloquaient et se contentaient de rafistolages provisoires. Mais que réunis en public avec des parlementaires nationaux et européens, avec la Commission, reliés à la société civile, sur un projet ambitieux, ils pouvaient réussir.

L'échec de la Convention signerait celui de la Constitution. Et ce dernier, ferait subir à l'Union européenne une hémiplegie durable. Tout le monde sait que les institutions en l'état ne marcheront plus. Tout le monde sait que la CIG défera peut-être un peu de ce que la Convention aura fait, mais qu'elle ne réalisera en aucun cas ce que la Convention n'aura pas accompli.

J'en appelle à tous les Conventionnels pour qu'ils s'accordent sur ces évidences et en tirent les conséquences. Beaucoup d'entre nous sont ouverts à des compromis divers sur les questions non résolues. Mais proclamons haut et fort que nous refusons les options. Extirpons ce venin avant qu'il ne se répande. Disons d'une seule voix ce qu'impose la raison. Une Constitution, oui. Des options, non.